

# Accès humanitaire et accès des communautés aux services de base dans le contexte de l'extrémisme violent dans le Nord du Bénin, pas sans la complicité des communautés

Dans le contexte de l'extrémisme violent dans le Nord du Bénin, l'accès humanitaire et l'accès des communautés aux services essentiels revêtent une importance capitale.



## Accès Humanitaire

L'accès humanitaire revêt une signification cruciale, faisant référence à la capacité des organismes humanitaires, tels que les agences des Nations Unies et les ONG, à atteindre et à fournir une aide d'urgence aux populations touchées par des crises humanitaires, Ils comprennent les conflits armés, les attaques extrémistes et les situations de violence. Cet accès humanitaire implique souvent de pénétrer dans des zones dangereuses ou instables pour acheminer des secours vitaux, tels que des vivres, de l'eau potable et des soins médicaux.

**Accès des communautés aux services de base :** Ce concept revêt une importance cruciale pour les populations locales, en particulier dans les régions affectées par l'extrémisme violent, car il concerne leur capacité à accéder aux services de base nécessaires pour survivre et se reconstruire. Ces services de base englobent des éléments tels que les soins de santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement, la sécurité alimentaire et le logement.

Lorsque les communautés ont un accès limité à ces services en raison de la violence et des conflits, cela peut avoir des conséquences dévastatrices sur leur bien-être et leur résilience.

Dans les contextes de violence extrémiste, notamment les conflits armés et les attaques terroristes, l'accès humanitaire peut être entravé par divers obstacles tels que les zones restreintes, les opérations de groupes extrémistes hostiles et des conditions de sécurité instables. Cette situation rend souvent difficile pour les acteurs humanitaires de parvenir aux populations dans le besoin. En conséquence, les communautés peuvent être privées d'un accès adéquat aux services essentiels, ce qui aggrave encore leur vulnérabilité face à la violence et à l'extrémisme.

Il est impératif de souligner que l'accès humanitaire et l'accès aux services de base sont étroitement interconnectés dans ces contextes, car l'un dépend souvent de l'autre. Les efforts visant à faciliter l'accès humanitaire contribuent à garantir que les communautés touchées par l'extrémisme violent ont accès aux services essentiels nécessaires à leur survie et à leur résilience face à cette menace persistante. Mais la coproduction de la sécurité ou la complicité des communautés doit beaucoup compter.

### **Coproduction de la sécurité et accès humanitaire et accès des communautés aux services de base dans le contexte de l'extrémisme violent**

Selon une récente enquête de l'Institut d'études de sécurité (ISS), les attaques terroristes au nord du Bénin attribuées au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et à l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) ne représentent qu'une partie visible de l'extrémisme violent dans la région. L'étude révèle que ces groupes ont exploité des activités illicites préexistantes, notamment la

contrebande de carburant, le trafic de drogue et la chasse illégale, en nouant des alliances avec des acteurs impliqués dans ces activités pour assurer leur soutien financier et logistique.



Ils ont capitalisé sur les ressentiments des participants, des communautés à ces activités pour préserver leurs intérêts socio-économiques en facilitant leur réseautage et la commercialisation des produits issus de ces trafics. Les implications de ce rapport sont significatives en ce qui concerne la coproduction de la sécurité dans la région. Elles mettent en lumière comment les groupes terroristes comme le GSIM et l'EIJS ont exploité des activités illicites préexistantes pour renforcer leur capacité opérationnelle. Cette coopération opportuniste avec des acteurs impliqués dans des activités illégales montre comment l'extrémisme violent peut être alimenté par des intérêts économiques. De plus, la mobilisation des ressentiments des communautés engagées dans ces activités illicites souligne l'importance de comprendre les dynamiques locales et les facteurs socio-économiques dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la sécurité. « Il est essentiel de comprendre ces dynamiques de complicité pour élaborer des stratégies efficaces de prévention de l'extrémisme violent et pour garantir l'accès humanitaire et l'accès aux services de base en période de crise telle la coproduction de la sécurité » ont témoigné certaines communautés de Kérou, touchées par l'extrémisme violent en mai 2023. En mai 2019, le kidnapping de deux ressortissants français au Bénin et le meurtre de leur guide béninois ont entraîné une augmentation du niveau d'alerte en matière de sécurité dans les régions septentrionales du pays. Depuis lors, le Bénin est confronté à des attaques perpétrées par des groupes terroristes opérant dans la région sahélienne, cherchant à étendre leur influence vers les nations du Golfe de Guinée. Pour faire face à cette menace et sécuriser les frontières, les forces armées en

complicité avec les communautés affectées ont lancé l'opération Mirador en début d'année 2022. Elle mobilise environ 3 000 soldats dans ces zones, dont certaines précédemment difficile d'accès, sont devenues aujourd'hui facile d'accès. « Cette condition facilite l'intervention, l'assistance humanitaire et sécuritaire pour les communautés affectées par l'armée, la Croix Rouge, IRI (International Republican Institute) et la coopération internationale en matière de services sociaux de base ( eau, école, assainissement , santé. Etc ,) dans la région selon » a dit Théonas Comlan Moussou, coordonnateur pays projet IRI de prévention de l'Extrémisme violent dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest . La coopération en matière de sécurité, garantissant un soutien humanitaire continu, répond aux besoins des communautés touchées par l'extrémisme violent, ce qui renforce leur résilience. Le colonel Tétéde Idjouola et Brian SHUKAN, ambassadeur des États-Unis au Bénin, ont témoigné de l'efficacité de cette collaboration sécuritaire lors de l'opération de sauvetage conjointe récemment lors de l'« Opération Mirador » à Cana, dans la commune de Zogbodomey, au centre du Bénin. La sécurité des travailleurs humanitaires et la coproduction sécuritaire sont vitales pour une assistance efficiente, selon les bénéficiaires de « l'Opération Mirador » à Cana.

*Venance Ayébo TOSSOUKPE*

---

**Accès humanitaire et accès  
des communautés aux services**

# de base dans le contexte de l'extrémisme violent dans le Nord du Bénin, pas sans la complicité des communautés

Dans le contexte de l'extrémisme violent dans le Nord du Bénin, l'accès humanitaire et l'accès des communautés aux services essentiels revêtent une importance capitale.



## **Accès Humanitaire**

L'accès humanitaire revêt une signification cruciale, faisant référence à la capacité des organismes humanitaires, tels que les agences des Nations Unies et les ONG, à atteindre et à fournir une aide d'urgence aux populations touchées par des crises humanitaires, Ils comprennent les conflits armés, les attaques extrémistes et les situations de violence. Cet accès humanitaire implique souvent de pénétrer dans des zones dangereuses ou instables pour acheminer des secours vitaux, tels que des vivres, de l'eau potable et des soins médicaux.

**Accès des communautés aux services de base :** Ce concept revêt une importance cruciale pour les populations locales, en particulier dans les régions affectées par l'extrémisme violent, car il concerne leur capacité à accéder aux services de base nécessaires pour survivre et se reconstruire. Ces services de base englobent des éléments tels que les soins de santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement, la sécurité alimentaire et le logement. Lorsque les communautés ont un accès limité à ces services en raison de la violence et des conflits, cela peut avoir des conséquences dévastatrices sur leur bien-être et leur résilience.

Dans les contextes de violence extrémiste, notamment les conflits armés et les attaques terroristes, l'accès humanitaire peut être entravé par divers obstacles tels que les zones restreintes, les opérations de groupes extrémistes hostiles et des conditions de sécurité instables. Cette situation rend souvent difficile pour les acteurs humanitaires de parvenir aux populations dans le besoin. En conséquence, les communautés peuvent être privées d'un accès adéquat aux services essentiels, ce qui aggrave encore leur vulnérabilité face à la violence et à l'extrémisme.

Il est impératif de souligner que l'accès humanitaire et l'accès aux services de base sont étroitement interconnectés dans ces contextes, car l'un dépend souvent de l'autre. Les efforts visant à faciliter l'accès humanitaire contribuent à garantir que les communautés touchées par l'extrémisme violent ont accès aux services essentiels nécessaires à leur survie et à leur résilience face à cette menace persistante. Mais la coproduction de la sécurité ou la complicité des communautés doit beaucoup compter.

### **Coproduction de la sécurité et accès humanitaire et accès des communautés aux services de base dans le contexte de l'extrémisme violent**

Selon une récente enquête de l'Institut d'études de sécurité (ISS), les attaques terroristes au nord du Bénin attribuées au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et à l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) ne représentent qu'une partie visible de l'extrémisme violent dans la région. L'étude révèle que ces groupes ont exploité des activités illicites préexistantes, notamment la contrebande de carburant, le trafic de drogue et la chasse illégale, en nouant des alliances avec des acteurs impliqués dans ces activités pour assurer leur soutien financier et logistique.

Ils ont capitalisé sur les ressentiments des participants, des communautés à ces activités pour préserver leurs intérêts socio-économiques en facilitant leur réseautage et la commercialisation des produits issus de ces trafics. Les implications de ce rapport sont significatives en ce qui concerne la coproduction de la sécurité dans la région. Elles mettent en lumière comment les groupes terroristes comme le GSIM et l'EIGS ont exploité des activités illicites préexistantes pour renforcer leur capacité opérationnelle. Cette coopération opportuniste avec des acteurs impliqués dans des activités illégales montre comment l'extrémisme violent peut être alimenté par des intérêts économiques. De plus, la mobilisation des ressentiments des communautés engagées dans ces activités illicites souligne l'importance de comprendre les dynamiques locales et les facteurs socio-économiques dans la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion de la sécurité. « Il est essentiel de comprendre ces dynamiques de complicité pour élaborer des stratégies efficaces de prévention de l'extrémisme violent et pour garantir l'accès humanitaire et l'accès aux services de base en période de crise telle la coproduction de la sécurité » ont témoigné certaines communautés de Kérou, touchées par l'extrémisme violent en mai 2023. En mai 2019, le kidnapping de deux ressortissants français au Bénin et le meurtre de leur guide béninois ont entraîné une augmentation du niveau d'alerte en matière de sécurité dans les régions septentrionales du pays. Depuis lors, le Bénin est confronté à des attaques perpétrées par des groupes terroristes opérant dans la région sahélienne, cherchant à étendre leur influence vers les nations du Golfe de Guinée. Pour faire face à cette menace et sécuriser les frontières, les forces armées en complicité avec les communautés affectées ont lancé l'opération Mirador en début d'année 2022. Elle mobilise environ 3 000 soldats dans ces zones, dont certaines précédemment difficile d'accès, sont devenues aujourd'hui facile d'accès. « Cette condition facilite l'intervention, l'assistance humanitaire et sécuritaire pour les communautés affectées par l'armée, la

Croix Rouge, IRI (International Republican Institute) et la coopération internationale en matière de services sociaux de base ( eau, école, assainissement , santé. Etc ,) dans la région selon » a dit Théonas Comlan Moussou, coordonnateur pays projet IRI de prévention de l'Extrémisme violent dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest . La coopération en matière de sécurité, garantissant un soutien humanitaire continu, répond aux besoins des communautés touchées par l'extrémisme violent, ce qui renforce leur résilience. Le colonel Tétédé Idjouola et Brian SHUKAN, ambassadeur des États-Unis au Bénin, ont témoigné de l'efficacité de cette collaboration sécuritaire lors de l'opération de sauvetage conjointe récemment lors de l'« Opération Mirador » à Cana, dans la commune de Zogbodomey, au centre du Bénin. La sécurité des travailleurs humanitaires et la coproduction sécuritaire sont vitales pour une assistance efficace, selon les bénéficiaires de « l'Opération Mirador » à Cana.

***Venance Ayébo TOSSOUKPE***